

Les mensonges par omission des mondialistes

Béatrice Majnoni d'Intignano

Publié par le Figaro, novembre 2001.

Le paradis libéral serait-il pavé de mauvaises intentions ? Les défenseurs du modèle de développement libéral et mondialiste ont menti. Au moins les médias et les hommes politiques en laissant croire que le laisser faire conduirait au paradis capitaliste. La prétendue supériorité du libéralisme et de l'ouverture au commerce international se fonde en effet sur trois piliers.

1) La démonstration de Ricardo complétée par Heckscher, Ohlin et Samuelson, selon laquelle la spécialisation des pays en fonction de leurs avantages comparatifs augmente la richesse de tous les participants. L'Angleterre et le Portugal s'enrichissant au XIX^e siècle en échangeant du tissu contre du Porto. Mais les plus grands et les plus développés en tirent plus grand parti. Les Anglais en l'espèce. Le commerce mondial est sans conteste un jeu à somme positive. Mais où les gains sont inégaux. Rabâché le premier résultat, négligé le second ! Krugman souligne que les avantages comparatifs modernes tiennent moins aujourd'hui aux dotations en facteurs (terre, pétrole, minerais) qu'aux économies d'échelle résultant de la recherche et de l'investissement rentabilisés, grâce aux bas prix des transports, dans un vaste marché où règne la concurrence, donc à l'organisation des économies modernes. Tous ces camions transportent les roulements à bille des uns, les selles des autres vers un troisième qui assemble le vélo. La Russie, si riche en matières premières et encore si fermée au commerce mondial, ne produit pas plus que les Pays-Bas, si ouverts. Et les avantages comparatifs des pays du Sud tiennent souvent du traitement social des travailleurs selon M. Allais. Les jouets d'Asie sont moins chers car produits par des Chinois sans protection sociale et vendus avec un yuan dévalué. On voit pourquoi nos syndicats se montrent protectionnistes.

2) Stolper et Samuelson ont montré que les salaires des travailleurs ont tendance à s'égaliser en réaction au commerce international : ainsi ceux des professionnels qualifiés tendront à augmenter et ceux des non qualifiés à diminuer dans les pays avancés ; tous les salaires des pays se développant tendant à rattraper à long terme ceux des pays avancés. On l'a vu pour les Japonais ou les Portugais. Incompris !

3) Enfin la théorie du bien-être de Pareto définit les conditions d'une juste redistribution de ces gains : en effet, la spécialisation et le commerce international font des gagnants et des perdants. Si les gains des premiers sont supérieurs aux pertes des seconds, les premiers pourront les dédommager. Reléguée aux oubliettes !

Les faits vérifient bien ces théories. Les expériences de développement autocentré influencées par la théorie marxiste en Amérique latine dans les années 1970 ont appauvri cette zone ; les pays communistes, fermés sur eux-mêmes entre 1945 et 1990, en offrent la preuve la plus aveuglante : ni développement, ni démocratie ; une spécialisation dans l'armement et la pollution au détriment du niveau de vie des populations. Les recherches de la Banque mondiale confirment que les pays les plus ouverts ont connu une croissance plus forte à long terme que celle des pays fermés sur l'extérieur. Excepté l'Afrique.

Les chiffres confirment aussi que les pays déjà riches en tirent le plus grand parti. Le PIB par habitant a été multiplié par 1,85 aux Etats-Unis comme en Europe entre 1970 et 2000 (passant de 17,5 milliers de \$ 1996 à 32,5 outre-Atlantique et de 12,5 à 22 en Europe) ; celui de l'Asie émergente (y compris Chine et Inde) a été multiplié par 3,8 (de 0,9 milliers de \$ 1996 à 3,5,) ; celui de l'Amérique latine par 1,5 (passant de 4,5 à 6,8) ; celui de l'Afrique et celui des pays arabes a stagné. Le PIB par habitant de l'Arabie saoudite diminue même depuis dix ans.

L'Américain moyen a donc gagné 15000 \$ de PIB annuel en 30 ans ; l'Asiatique du Sud 2600\$ et le Latino américain 2300\$. L'Africain et l'Arabe à peu près rien et beaucoup ont vu leur niveau de vie régresser. Si l'Asie rattrape, en partie grâce à son immersion mondiale, l'inégalité peut atteindre des niveaux vertigineux : l'Américain moyen qui disposait de 14 fois le revenu de l'Asiatique a aujourd'hui encore dix fois plus. Il dispose aussi de sept fois plus de richesses que l'Algérien et 46 fois plus que le Congolais. La Banque mondiale prédit un enrichissement supplémentaire de 2800 milliards de \$ d'ici 2015 grâce à l'ouverture du commerce : dont 1500 pour les pays pauvres. La soustraction en affecte bien la majorité aux pays déjà riches !

Certes, le commerce international n'est pas seul en cause : la corruption, les guerres tribales, les politiques inadéquates de développement ont leur part de responsabilité. Mais les prosélytes de la mondialisation favorisent la confusion entre ouverture et pouvoir du commerce international à promouvoir à lui seul le développement. Ce qu'aucune théorie n'a jamais démontré! Les pays africains spécialisés dans les matières premières tropicales dont les cours baissent à long terme souffrent au contraire de leur ouverture, leur développement en est bloqué et certains ne nourrissent plus leur population. Le Sud-Est asiatique et l'Amérique du Sud souffrent de l'instabilité des marchés financiers et des taux de change des devises.

Qui sont ces gagnants dans nos pays? Nous tous, les consommateurs, qui disposons plus vite du progrès techniques et des bas prix de production : notre pouvoir d'achat augmente. Ainsi celui des salariés français a-t-il été multiplié par cinq depuis 1945, surtout pendant les trente glorieuses, période d'ouverture internationale rapide. Ensuite le commerce moderne, les grandes surfaces et les circuits de distribution des produits étrangers. Puis l'industrie, principal acteur du commerce international libéré (70% des échanges). Et encore tous les producteurs de haute technologie. Enfin les travailleurs qualifiés dont la demande, et partant les salaires progressent vite et qui peuvent travailler dans les pays étrangers. Qui sont les perdants ? L'agriculture, le commerce traditionnel, les mines, l'industrie à forte intensité de main d'œuvre peu qualifiés comme le textile, le jouet, la construction navale où les pays avancés perdent leur avantage comparatif. Le petit commerce aussi. Les travailleurs non qualifiés dont les salaires baissent et les régions abritant les activités précédentes où l'emploi s'effondre.

Nos pays organisent sagement la redistribution au profit de leurs citoyens perdants : par les subventions aux activités en déclin (60% des revenus agricoles), avec le SMIC pour limiter la chute des revenus des moins qualifiés et le RMI pour compenser les pertes d'emplois. Les Européens, très ouverts au commerce international, ont construit leur protection sociale, plus généreuse encore dans les petits pays comme la Suède ou les Pays-Bas, par définition plus soumis à la concurrence internationale. Les pays du Nord ont aussi restreint l'ouverture internationale ou aménagé un rythme lent au profit de leurs industries menacées : agriculture, textile et sidérurgie. Certains, comme les Etats-Unis restent enfin protectionnistes en jouant sur les conditions de crédit ou la fiscalité ou, comme l'Europe, en refusant de libérer certains services au nom de la protection sociale, du service public ou de la culture. On en oublie que le protectionnisme ne sauve pas les emplois, aussi coûteux soit-il : l'emploi agricole est passé de 26 à 3% de l'emploi total français depuis 1955. Le commerce international ne fait qu'accentuer l'effet du progrès technique. Aucun secteur n'est autant protégé ; aucun n'a perdu autant d'emplois.

Mais *quid* de la redistribution au profit des pays moins développés ? Misère ! Entre les nations, les gagnants ne compensent pas les perdants. Dans la générosité des années 1960 on parlait de consacrer 1% du PIB à l'aide au développement. Or, cette aide décline au fur et à mesure que les pays riches s'enrichissent : Etats-Unis 0,1%, Royaume-Uni 0,25%, France 0,4%, Pays-Bas 0,8%. Seul le Danemark atteint l'objectif : 1%. Plus grand, plus intéressé pour soi au commerce mondial : moins généreux donc! Quatre cinquièmes des investissements directs privés à l'étranger se font entre pays du Nord ; le reste se dirige vers quelques grands pays attractifs : le Brésil, l'Inde, la

Chine, le Sud-Et asiatique...On a surtout oublié le développement, à la mode dans les années 1960. Un grand absent de la théorie économique moderne et de la pratique des organisations internationales. Le seul grand succès, ancien, restant le révolution verte des années 1970 qui a tant contribué à nourrir les peuples du Sud.

Seule la Banque mondiale est censée contribuer au développement par ses aides à l'investissement. Pas le FMI. L'Unesco, l'OIT et l'OMS chargés de promouvoir l'éducation, la protection des travailleurs et la santé, ingrédients essentiels du développement, sont politisés et mal dotés donc impuissants. L'OMS ne peut acheter les brevets des médicaments jugés essentiels au développement pour faciliter leur diffusion à 80% de la population mondiale. Trop cher ! Aucune agence internationale ne traite l'environnement ou la pollution. La légitimité du G7 pour organiser les affaires du monde est de rassembler les pays les plus riches. Piètre conception de la démocratie ! Trois sujets intéressent les médias économiques : la croissance au sein du G7, le cours des actions sur les bourses et les prix du pétrole. Mais qui aborde le yo-yo des prix du café et le déclin général des prix des matières premières, ressources essentielles pour le Sud ? Le ressentiment vient de là. On rabâche ce qui plaît. On impose ce qui sert. On tait ce qui gêne.

Arrêter ici si trop long. Le terrorisme rappelle à l'ordre et au respect des principes dont se prévalent les libéraux : la liberté, la responsabilité et l'égalité des droits de l'Homme. Jeffrey Sachs, inspirateur du plan de transition de la Pologne et fin analyste de la situation du Sud, suggère, en écho au plan Marshall, un plan Colin Powel en faveur des deux zones en souffrance : l'Afrique et le Moyen orient. Le retour de la violence, après dix années de progrès vers la paix, persuadera-t-elle la minorité développée (800 millions sur six milliards) de réformer des institutions internationales datant de l'après-guerre de 1940 et de s'engager vers une conception moins égoïste et plus conforme à la théorie économique qui justifierait la mondialisation ?